

Présidentielle 2007

« Grands » journalistes pour « petits » candidats

Que des médias d'opinion et de parti-pris (même dissimulé) entretiennent la polémique contre les candidats qui n'ont pas leur faveur, cela n'est ni étonnant, ni condamnable du strict point de vue journalistique. Mais que des médias de consensus (ou qui affectent de l'être) comme le sont la grandes chaînes de radio et de télévision (en particulier du secteur public), ne respectent pas l'égalité de traitement entre tous les candidats, cela n'est pas admissible, quoi que l'on pense de certains d'entre eux.

Cette égalité de traitement devrait s'imposer désormais, du moins quantitativement, sous le contrôle peu contraignant du CSA. Mais l'évaluation comptable ne suffit pas quand les candidats que l'on dit « petits » doivent subir les assauts partisans de chroniqueurs, animateurs et interviewers qui se défendent de tout-parti pris public.

« Petits » candidats durant la pré-campagne, ce sont désormais de « petits » candidats en campagne... contre l'abaissement que de grands journalistes tentent de leur faire subir.

1. « Petits » candidats en pré-campagne officielle

Avant que le Conseil constitutionnel ne présente la liste officielle des candidats, les « petits » candidats alors potentiels on dû faire face à des tentatives répétées de délégitimation et de dépolitisation.

Délégitimation

Quand des médias d'opinion, déferents à l'égard des partis de gouvernement, tentent de disqualifier certaines candidatures, ils sont dans leur rôle, bien que ces tentatives de disqualification ne portent que sur les candidats qui ont peu de chances de figurer au second tour. Mais quand des médias qui sont ou devraient être des médias pluralistes confient à leurs porte-voix le soin de décréter quelles sont les candidatures légitimes et celles qui ne le sont pas, de quelle égalité de traitement parle-t-on ?

Nicolas Demorand, modèle de vertu sur France Inter, avait déjà bombé le torse le 9 janvier 2007 : « Pour ce qui nous concerne, nous à France Inter, vous jugerez sur pièce en sachant que tout est fait ici depuis des semaines déjà pour mesurer à la seconde près le temps de parole des uns et des autres, petits et grands candidats, comme on dit et ne devrait pas dire. » Et Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, un mois plus tôt, le 13 décembre 2006, s'était voulu plus évasif, mais tout autant rassurant : « Je précise que régulièrement ici à Europe nous recevons des proches des différents candidats pour les écouter. » Mais de quelle manière ?

Deux exemples :

- Lorsque Marie-George Buffet est interrogée par Claire Chazal sur TF1 le 22 décembre 2006, soit le soir de l'annonce de sa candidature publique, la première question est la suivante : « D'abord Marie-George Buffet est-ce que vous êtes toujours candidate, est-ce que vous maintenez votre

candidature ? » Officiellement candidate depuis quelques heures et, déjà, on lui demande si elle maintient sa candidature. Négligeant de l'interroger sur les motivations politiques, le sens de sa candidature et ses perspectives, Claire Chazal s'octroie le droit divin du journaliste de délégitimer la candidature de son interlocutrice (voir en « Annexe » de cet article).

- Dans les interviews, les candidats de la gauche se voient souvent interrogés sur le bien-fondé de leur candidature. Le 5 février 2007, au cours de l'émission « Mots croisés » sur France 2, Yves Calvi demande à Yves Salesse, proche de José Bové : « A quoi sert-il, Yves Salesse, José Bové ? A quoi sert sa candidature ? »

Dépolitisation

Les candidats prétendent « petits » qui ont eu à subir jusqu'en décembre 2006 la bipolarisation totalement disproportionnée de la précampagne, ne disposent, de décembre à la mi-mars que d'un temps d'expression guère plus élevé. Mais, de surcroît, ils doivent utiliser une partie importante du temps médiatique qui leur est concédé à justifier leur existence.... Et répondre, du moins quand ils ont à faire face à nos « grands » journaliste politiques, à des questions politiques : des questions de « cuisine », comme les appelle Jean-Michel Apathie lui-même pour les revendiquer [1] ; des questions sur les sondages ou sur les signatures qui ont provoqué la légitime colère de certains de ces candidats, comme Dominique Voynet [2].

2. « Petits » candidats en campagne quasi-officielle

Le Conseil constitutionnel ayant rendu sa sentence, il fallut bien en venir à l'égalité des temps de parole et donner la parole à des candidats que l'on n'avait presque pas entendus.

Egalité des temps de parole ? Sans doute.. Mais, comme le relèvent Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts dans *Libération* du 29 mars, les chaînes tout-info en prennent à leur aise. Titre et sous titre de l'article en résumé fort bien le propos : « Petits candidats de la nuit. Entre 3 et 4 heures du matin, les chaînes infos assurent les quotas. ». Et de prendre les exemples, tirés de LCI et de i-Télé, de comptes-rendus des meetings d'Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et José Bové. Certes, il n'est pas indispensable de souffrir d'insomnie pour entendre les « petits » candidats.

Ainsi, Pascale Clark dans son émission quotidienne sur Canal +, « En Aparté », le 23 mars 2007 ne se prive pas d'annoncer que les candidats ont maintenant « l'égalité de parole ». Egalité de « temps » (le terme est curieusement oublié) ou égalité de traitement ?

Justifiant l'absence de médiatisation du candidat Gérard Schivardi (soutenu par le Parti des Travailleurs), Pascale Clark blanchit ainsi sa mauvaise foi : « Vous comprenez quand même Gérard Schivardi que avant cette loi (sic) sur l'égalité du temps de parole, vous ne pouviez pas prétendre à autant de temps que les autres. Vous le comprenez ça ou pas ? »

Dépolitisation (bis)

Que ce soit dans les médias audiovisuels ou dans la presse écrite, les candidats représentant les « petits » partis, c'est-à-dire des partis moins médiatisés, subissent une inégalité de traitement. Ils sont interrogés avec arrogance, leur organisation présentée avec indifférence et leur programme néantisé, réduit à « une ou deux mesures symboliques ». Exceptionnellement invités pour parler du fond, les « petits » candidats doivent d'abord faire face à une série de questions et remarques subalternes.

[1] Lire, par exemple, sur le site d'Acrimed: « Les grands entretiens de Jean-Michel Apathie.

[2] Lire, par exemple, sur le site d'Acrimed : « Les Verts aux médias : " Il y en a ras-le-bol " ».

Ainsi quand Pascale Clark reçoit Gérard Schivardi le 23 mars 2007, toute ironie dehors, elle affecte de l'encourager : « *On a une 1/2 heure devant nous, il va falloir assurer Gérard Schivardi. Pour une fois que vous avez la parole. J'ai du mal à dire votre nom, je vais le refaire : Schivardi ! C'est pourtant pas compliqué : Schi - var - di ! Ouais, je vous disais, il va falloir assurer, hein !* » « Il va falloir assurer ! » Tout est dit. Pas habitué des plateaux, et encore moins de ce genre d'exercice qui consiste à parler de tout sauf de politique, Schivardi a dû « assurer » pour répondre à tout un flot de questions et de remarques qui se voulaient sans doute incisives et impertinentes.

Echantillon non exhaustif : « *Il y a un cassoulet. (...) Première info, Gérard Schivardi, vous mangez du cassoulet. C'est une nourriture qui tient au corps.* » « *Vous avez été rasta dans une autre vie ?* » « *Vous tenez bien l'alcool ?* » « *Vous n'avez peur de rien ?* » « *Vous jouez quel poste (au rugby) ?* » « *Je suis sûre que vous connaissez des chansons italiennes, c'est pas possible autrement.* » « *Il va falloir chanter un petit peu.* » « *Vous avez combien d'enfants ?* » « *C'est quoi votre injure préférée ?* » « *Est-ce que vous vous êtes déjà battu ?* » Etc. Désopilant...

Face à ce déluge de puérités insipides, déversé par une animatrice « branchée », le candidat ne peut compter que sur lui-même pour tenter de répondre sur le fond... sans tenir compte de la vacuité des questions. Et que dire du parisianisme huppé, méprisant pour la « France rurale » qui transparait dans ces propos de Pascale Clark : « *Il paraît que les habitants de votre village sont appelés « les courges »* » ou encore « *Si vous êtes élu, le cassoulet devient obligatoire ?* » ?

On devine alors que les positions de ces candidats sont disqualifiées non par des objections, mais par des questions qui relèvent de techniques de pure propagande.

Des amalgames qui ont déjà servi lors du référendum de 2005 peuvent servir à nouveau. Pascale Clark, toujours dans l'interview exemplaire de Schivardi, l'associe à l'extrême droite : « *Vous savez que les deux autres candidats qui proposent de rompre avec l'Europe s'appellent Le Pen et Villiers, vous le savez ? (...)* **Qu'est-ce que ça vous fait de vous retrouver aux côtés de Le Pen et Villiers ?** » On voit bien là, l'arme de la malhonnêteté intellectuelle qui fonctionne. Poserait-elle la question suivante à Ségolène Royal : « *Vous savez que Jean-Marie Le Pen défend l'exception culturelle comme vous ? Qu'est-ce que ça vous fait de vous retrouver aux côtés de Le Pen ?* » Puis elle revient à la charge quand Schivardi expose ainsi toutes les tares (selon lui) de l'Union Européenne : « *C'est une Europe qui est faite contre les travailleurs, contre les agriculteurs, contre les viticulteurs, contre les artisans, contre les commerçants...* ». Pascale Clark rétorque finement : « *C'est Philippe de Villiers qui parle là donc !* »

La morgue commune aux journalistes et aux pseudo-experts les dispense d'opposer des arguments. Il suffit de stigmatiser, non sans mépris.

Mépris

Le 22 mars 2007, Pierre-François Grond, directeur de campagne d'Olivier Besancenot et porte-parole de la LCR, était invité dans le « Rendez-vous des politiques » sur France Culture. Géraldine Muhlmann, professeur de Sciences Politiques (et accessoirement activiste mobilisée contre les « bourdieusiens ») lâche : « *Puisque vous vous présentez aux élections, donc vous avez des idées sur le système politique à construire, je vous dis, je trouve ça un peu irréal de demander ça à la Ligue communiste révolutionnaire, mais enfin, puisqu'on en est là.* » « *Puisqu'on en est là...* » Quand Frédéric Nihous est invité dans « Le sept-neuf trente » de France Inter le 21 mars 2007, il est présenté ainsi par Guy Carlier, chroniqueur épais et dur avec les faibles : « *Notre invité du jour n'est autre que le candidat de Chasse, pêche et tradition (sic), massacre de faisans d'élevage et chansons de*

cul à la fin de banquet alcoolisé. » Quand on vous disait que Pascale Clark était nuancée...

C'est donc transparent de mépris que le très affûté Guy Carlier présente Frédéric Nihous : « *J'espère, Nicolas [Demorand], [...] que vous saurez interroger M. Nihous sur les sujets qu'il affectionne, les équilibres mondiaux, les nouveaux acteurs économiques, la montée des intégrismes, le Darfour... Non non je me moque pas, Frédéric Nihous est parfaitement capable de répondre sur le Darfour. Le truc c'est trouver l'angle de la question. Par exemple, Nicolas, si vous l'interrogez là-dessus, faut lui demander : « Dites donc M. Nihous, que pensez-vous du fait qu'au Darfour la chasse au soudanais soit désormais ouverte toute l'année ? », là il vous répondra.* »

Puis l'ancien comparse de Marc-Olivier Fogiel renchérit : « *Non, sérieusement, ce qui va se passer ce matin sur Inter est d'une importance capitale pour la campagne. Frédéric Nihous va enfin parler, et je sais que dans tous les états-majors des autres candidats on attend fébrilement ses prises de position. L'événement est d'importance et on le mesure au nombre de caméras dans le studio, toute la presse est là, et je vois que même l'envoyé spécial de gibier d'eau magazine s'est déplacé.* » En substance : quand les médias sont absents, il n'y a pas d'événement. Il est normal que Guy Carlier suive le tourbillon médiatique puisqu'il est un pur produit des médias : teigneux comme une hyène avec les petits, adepte du dos-rond devant les puissants. Maniant l'arrogance avec beaucoup d'aisance, il termine sa glose ainsi : « *Il y a actuellement 49% d'électeurs indécis ; le chiffre est énorme mais il est logique quand on sait qu'on n'avait pas entendu Frédéric Nihous.* »

Le « grand » chroniqueur est bientôt relayé, dans un registre à peine différent, par le « grand » journaliste. Lorsque Nihous tente de répondre sur une question internationale, Nicolas Demorand le coupe : « *On peut donc dire, sans vous faire violence, que vous n'avez pas de programme en politique étrangère ?* » Nihous lui rétorque : « *Posez-moi, posez-moi des questions précises, sur des sujets...* » Et sur un ton rigolard l'animateur questionne : « *Alors que faites-vous pour le nucléaire iranien dans ces cas-là, qui est quand même une source d'inquiétude ?* » Pas de chance pour le questionneur : Frédéric Nihous ne se dérobe pas. Mais le ton de la question a neutralisé la réponse.

L'ethnocentrisme de classe et le racisme de l'intelligence ne rendent aucun service ni au combat politique, ni au débat démocratique, ni au pluralisme. Ce mépris social et politique doit être entendu comme tel, quel que soit le candidat et quoi que l'on pense de ses positions. Il doit être entendu comme tel parce qu'il est disponible pour tous les emplois et pour de nombreux destinataires, pour peu qu'ils soient « petits ».

Il est affiché de toutes parts, pseudo-experts compris. Yann Moulier-Boutang, proche du courant de Toni Negri, condamne Pierre-François Grond de la LCR dans l'émission déjà citée : « **Votre programme est un petit peu infantile !** » et ordonne : « *Citez-moi un projet de loi qui vienne de la gauche extrême.* » Et dans la même émission, l'intervention de Philippe Raynaud, professeur de sciences politiques, auteur d'un livre très hostile à l'égard de l'extrême gauche, n'est pas moins tranchante : « *Pouvez-vous nous citer une seule démocratie qui n'obéisse pas aux règles de la loi du marché ? Historiquement, et aujourd'hui. Connaissez-vous une authentique démocratie qui ne souscrive pas au dogme libéral ?* »

On comprend alors ce qui mine la crédibilité de nombre de candidats que les médias définissent comme « petits » : caricaturaux, ils se ressemblent tous, même quand tout les oppose ; ils ne peuvent servir qu'une cause mineure, surtout quand elle ne souscrit pas « au dogme libéral ».

[Article rédigé grâce aux contributions et transcriptions de Thierry M., Henri Maler, Olivier Poche, Mathias Reymond, Grégory Rzepski et Alain Verse]

N.B. Disons-le (et répétons-le) : Acrimed ne soutient aucun candidat...